

# La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE EN ÉCONOMIE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1028 - janvier 2003 - SOMMAIRE :



• ÉDITORIAL

**page 2 Bonne année ! ?**

Au nom de l'équipe de rédaction, MARIE-LOUISE DUBOIN souhaite pour tous une prise de conscience citoyenne, seul espoir face à tant de sombres perspectives.

• ACTUALITÉ

**page 3 Sommes-nous trop de retraités ?**

PAUL VINCENT démonte les arguments du Médef sur les retraites.

• TÉMOIGNAGES

**page 4 Les services publics**

JEAN-PIERRE MON présente quelques témoignages sur le sabotage des services publics et une pétition pour le développement de ces services et contre leur privatisation.

• DOSSIER : ÉTUDE DE LA MONNAIE. II.

**page 7 L'effet multiplicateur de crédit**

**Agrégats monétaires et endettement intérieur**

• RÉFLEXION

**page 9 Oraisons**

ROLAND POQUET énonce quelques vœux pieux contre les méfaits du capitalisme et les compare au réalisme des propositions distributistes.

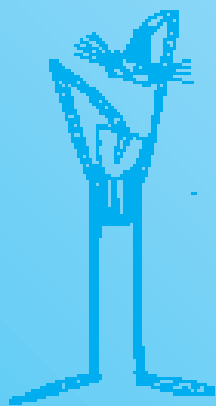
**page 11 Une planète inhabitable ?**

GÉRARD-HENRI BRISSÉ, après avoir évoqué l'histoire du totalitarisme de l'URSS, montre que le système qui l'a remplacé n'apporte pas plus d'espoir.

**page 14 Courrier des lecteurs**

**pages 15 et 16 Avez-vous déjà pensé à ceci ?**

Résumé de nos thèses, présenté sur deux pages, pour photocopies et diffusion.



# Bonne année !?



**E**n cette période de vœux, je cherchais les termes les plus agréables pour exprimer les souhaits de notre équipe de rédaction à ses lecteurs, quand j'ai été distraite dans mes élans par un bulletin d'informations. Or les nouvelles que diffusait la radio n'avaient vraiment rien d'enthousiasmant. De l'étranger fut rapportée l'opiniâtreté de ceux qui veulent une guerre encore plus violente que les précédentes, mais engageant des milliards pour un bouclier anti-missiles afin qu'eux, ils soient protégés. Je me mis alors à penser à l'arsenal dont disposent ces grandes puissances : fusées nucléaires et missiles pour les envoyer partout dans le monde, armes chimiques et biologiques mises au point dans des laboratoires modernement équipés mais qu'aucun inspecteur de l'ONU ne peut visiter, mines anti-personnels qu'ils refusent de mettre hors-la-loi, tous ces engins de destruction massive et ces drôles de drones pour les envoyer sans risque pour eux, où bon leur semble... C'est à ce moment que le bulletin signala que de moins grandes puissances sont soupçonnées d'avoir aussi des armes de destruction massive... C'est effrayant, mais est-ce différent ?

Aucune allusion ne fut faite sur la misère imposée par le FMI en Argentine, car le bulletin passa ensuite à la politique intérieure.

Il s'agit d'abord des morts sur les routes de France, dues surtout à la vitesse et à l'alcoolisme; après de nombreux exemples d'accidents récents, le journaliste apporta de l'optimisme en annonçant comme une bonne nouvelle la croissance des ventes de voitures françaises ultra performantes, puis une mesure prise d'urgence : le rétablissement des droits des bouilleurs de cru...

Puis fut largement commentée la fusion de deux grandes banques, présentée comme une réussite qui va permettre beaucoup d'économies. Pas de licenciements, seulement quelques milliers de suppres-

sions d'emplois. Suivit alors le refrain sur les retraites, avec évocation, mais discrète pour une fois, des intolérables avantages de ces "privilegiés" que sont les fonctionnaires. Je me demandai si quelqu'un avait osé dire que c'est leur situation qu'il faut généraliser au lieu de la leur reprocher, quand j'ai compris que le problème allait bientôt être résolu par leur disparition : après EDF et GDF, c'est Air France qui va en être débarrassé.

Entendre ces rengaines d'une politique qui prépare au pire me désespérait et je baissais les épaules. Quand une nouvelle brève, glissée entre deux autres, me fit encore sursauter. Cette nouvelle fut présentée comme marginale entre d'autres bien plus importantes : le Parlement décide de supprimer l'assurance-maladie universelle pour les sans-papiers. C'est tout. Mais cela m'a fait bondir. Comme avant-hier en entendant, toujours entre deux informations jugées plus intéressantes donc plus détaillées, l'annonce de l'abandon de certaines garanties sociales, celles que le Médef avait dû accepter naguère, après de longues palabres et avec des compensations. Comme hier en entendant qu'il fallait faire payer un peu plus les chômeurs aidés. Cela m'a rappelé Margaret Thatcher disant que c'est aux pauvres qu'il faut prendre, plutôt qu'aux riches, parce qu'ils sont plus nombreux...

\*

J'en conclus que ce qu'il faut souhaiter, avec plus d'urgence que jamais, c'est une prise de conscience des citoyens, car sans elle, pas d'espoir.

Lecteurs, vous êtes sûrement nombreux à être fatigués par un travail stressant, par des rivalités qui, vous poussant toujours à courir, vous privent du temps de penser. Vous avez tant de soucis personnels que vous aspirez à profiter des fêtes pour vous replier sur vous-mêmes et vos proches, sans voir que tout est fait pour vous distraire des problèmes et pour que vous vous sentiez impuissants à y changer quoi que ce soit. C'est ainsi que vous êtes amenés à prendre pour des rêveurs ceux qui veulent faire changer le monde dans le bon sens. Alors qu'en refusant de suivre comme les moutons de Panurge, nous nous efforçons de voir clair. Mais il faut être nombreux pour que l'opinion, maintenue inerte, soit capable d'évoluer.

Ce que nous nous souhaitons à tous, c'est d'arriver à regarder plus loin que l'immédiat, que cet horizon bouché, pour chercher à comprendre sous quelles influences notre société évolue et comment notre monde si riche, à tout point de vue, a pu s'enfoncer dans une voie aussi destructrice.

Nous souhaitons que vous soyez de plus en plus nombreux à vouloir rendre possible un autre monde, à comprendre qu'une autre logique que celle du chacun pour soi est souhaitable, et pour tous.

C'est d'entreprendre de la définir ensemble, et pour construire ensemble.

**Marie-Louise Duboin.**

Dans plusieurs des numéros précédents, nous avons attiré l'attention de nos lecteurs sur les dangers que font courir aux services publics et aux retraites, du privé comme du public, les mesures proposées par le gouvernement sous la pression du Medef, de l'OCDE, de l'AGCS, ... Nous reprenons ici ces sujets d'actualité, avec, pour commencer, les réflexions de Paul Vincent sur les retraites :

## Sommes-nous trop de retraités ?

**P**ourquoi jeter les retraités en pâture à l'opinion publique, et est-il vrai qu'ils sont la cause des charges excessives pesant sur les actifs, ainsi qu'une menace pour leurs futures retraites ?

D'abord, n'oublions pas que les retraités d'aujourd'hui ont payé d'avance leur retraite et que ce sont pendant 40 ans leurs cotisations qui ont assuré les retraites de leurs aînés. Mais si, considérant uniquement le présent, on tient à affirmer qu'ils sont une charge pour les actifs, alors qu'on n'omette pas de dire qu'ils ne sont pas les seuls.

Nous avons en France, semble-t-il, environ 23 millions d'"actifs en activité" (ceci n'est pas un pléonasse et il est au contraire nécessaire de bien le préciser, car certaines statistiques officielles incluent dans les actifs les chômeurs, et incluaient même autrefois les soldats du contingent !). Pourquoi, en agitant le chiffre de quelque 12 millions de retraités, chercher à susciter l'inquiétude et l'hostilité à leur égard ? Bien sûr, face à 23 millions d'actifs, cela représente un peu plus d'un retraité pour deux actifs. Et alors ? La France comptant environ 60 millions d'habitants, n'y a-t-il pas encore 25 millions d'autres personnes tout autant "inactives", c'est-à-dire deux fois plus que de retraités ? Il y a en particulier tous les jeunes jusqu'à la fin de leur formation, ou qui même, ayant terminé leurs études, n'ont pas encore trouvé un premier emploi et, je m'en excuse auprès des statisticiens, il y a aussi, me semble-t-il, les chômeurs.

Pourquoi nous parle-t-on plus volontiers des retraités que de ces autres "inactifs" pourtant deux fois plus nombreux ?

— Parce que l'idée de la Droite (ou celle du Medef) serait de repousser de plusieurs années l'âge de la retraite. Comme cela aurait pour effet d'accroître la difficulté pour les jeunes de trouver un premier emploi et d'augmenter le nombre des chômeurs, ils ne veulent évidemment pas attirer l'attention sur le fait que le nombre global des "inactifs" resterait sans doute le même. Cette mesure pourrait alors paraître absurde. En réalité elle profiterait à certains, un jeune qui galère ou un chômeur coûtant moins cher qu'un retraité, et

pas aux mêmes Caisses, ce qui est sans doute le but de l'opération.

Pourquoi par ailleurs nous parler d'actifs, alors que la richesse nationale pouvant être redistribuée, que ce soit sous forme de retraites, mais aussi d'allocations familiales, de bourses, d'allocations de chômage, d'aide aux handicapés, etc. ne dépend pas du nombre d'actifs, mais du nombre de productifs, et de leur niveau de productivité ?

Cela, la Droite ou le Medef le savent parfaitement, puisqu'ils n'hésitent pas en d'autres circonstances à récuser l'utilité des fonctionnaires, qui pourtant sont bien des actifs. La notion d'actif ne présente en effet d'intérêt à leurs yeux qu'au niveau de la cuisine des cotisations sociales, parce que celles-ci sont basées sur les salaires, un système de financement tout à fait irrationnel et injuste quand on voit que la valeur de la production augmente constamment pendant que la part des salaires dans cette production diminue.

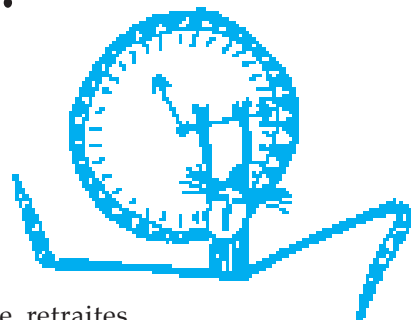
Pour de meilleures qualité et sécurité d'existence en tous domaines (allocations familiales, bourses d'études, soins médicaux, retraites, allocations de chômage, solidarité vis-à-vis des handicaps ou des cataclysmes), sans toujours peser davantage sur les actifs, il faut établir une autre assiette des cotisations sociales.

Quand une entreprise se mécanise ou s'informatise, et qu'elle licencie une partie des salariés dont le travail lui a permis de faire ces investissements, il n'est pas normal que si elle maintient, voire augmente, son chiffre d'affaires, elle voie diminuer ses charges.

On fait parfois semblant de vouloir pénaliser les licenciements abusifs, alors qu'en fait on continue à vivre allègrement dans un système qui encourage à licencier.

C'est ce système qui détériore les comptes des caisses de retraite, comme ceux des autres organismes sociaux, le PIB, lui, continuant de se porter de mieux en mieux !

**Paul Vincent.**



Nous revenons sur les menaces qui pèsent sur les services publics. Quelques témoignages reçus, réunis par J-P Mon, ainsi que nos propres expériences, rappellent les menaces qui pèsent sur ce secteur. Nous invitons nos lecteurs à se joindre à l'action en signant la pétition présentée ensuite.

## Les services publics

À côté de ces intentions affichées, l'intoxication par le biais d'associations soit disant apolitiques, mais en réalité télécommandées par les milieux patronaux et financiers, continue à se développer tous azimut. Plus insidieusement encore, le sabotage des services publics est mis en œuvre par leur propres directions. Un de nos lecteurs nous a communiqué un exemple particulièrement révélateur de ce qui se passe à la Poste. Un autre nous rappelle qu'il ne faut pas oublier les désagréments que subissaient les Français au temps où les compagnies d'électricité et de chemin de fer étaient privées.

### NON AU TERRORISME


J.T. de Savigny sur Orge, las d'entendre les médias attaquer la fonction publique, nous écrit qu'il a apprécié dans les derniers numéros de la GR les articles le défendant. Il se réfère à son expérience : «*Ayant connu avant la guerre les différents réseaux de chemin de fer incompatibles, les différentes compagnies d'électricité aux courants différents, je me trouve bien servi par la SNCF et l'EDF qui devraient conserver le monopole. Je déplore à l'avance ce qui va arriver à Air France et ce qui est déjà arrivé à une administration, les PTT, où j'ai effectué 43 ans de "bons et loyaux services", comme l'on dit, dans la branche téléphonie. Comme si les attaques officielles ne suffisaient pas, je viens de recevoir un courrier d'une association "Sauvegarde retraites"*». De ce papier absolument terroriste qu'il joint à sa lettre, citons : «*Les retraités français sont assis sur une bombe à retardement. Presque toutes les caisses de retraite sont virtuellement en faillite. D'ici 4 ans, il sera difficile qu'elles continuent d'honorer leurs engagements... Il n'est tout de même pas normal d'avoir travaillé, cotisé et payé des taxes toute sa vie pour se faire rafler de nouveau le peu qui reste... Pire que tout, c'est sur ceux qui ont fait l'effort de mettre quelques économies de côté qu'on tape le plus fort. Comme s'il s'agissait de les punir pour ne pas avoir voulu être à la charge de leurs enfants ou de la société !*» Ceci pendant 4 pages, sur le même ton, est accompagné du texte de deux appels urgents rédigés à l'intention de Raffarin et Chirac. Pour finir, la "Déléguée générale" qui signe ces belles lignes demande qu'on lui envoie les deux appels... et «*un don de 15 ou 30 euros, ou mieux 45 ou 75 euros pour organiser le combat*». Le culot de ces gens-là est sans limite !

### SABOTAGE À LA POSTE

Nous sommes nombreux à constater que dans beaucoup de bureaux de Poste plusieurs guichets restent désespérément fermés alors que les queues s'allongent devant les autres. C'est la faute aux 35 heures, disent les responsables, en oubliant que la réduction du temps de travail était au contraire destinée à favoriser l'emploi de nouveaux personnels. Dans le même temps, on voit ces mêmes bureaux s'enrichir de guirlandes, de vitrines pleines de gadgets, d'annonces alléchantes en tout genre. Dernière nouveauté : vous avez droit à un cadeau si vous réglez vos services aux guichets avec la carte Monéo... Dans

sa boîte postale, la Grande Relève a eu la surprise de trouver un paquet-cadeau contenant 2 boules en verre pour décorer un arbre de Noël ! Bref, la Poste prend ses clients pour des enfants ou des demeurés. Sans doute la conséquence du recrutement de contractuels sortis des grandes écoles de commerce... Outre les méthodes employées pour domestiquer le personnel (on se souvient de l'article intitulé "BRASMA, APCC, OQQ, PAB and Co" de la GR 1026, p.4), ce personnel d'élite s'exprime dans un véritable charabia.

En voici pour exemple le texte d'une circulaire reçue au journal :



Paris, le 10 décembre 2002

Le Directeur

Madame, Monsieur,

Je vous écris pour vous annoncer que nous venons d'obtenir la certification ISO 9001 version 2000 (version mettant l'accent notamment sur la mesure de l'efficacité du système) pour notre département Marketing et Développement des Ventes.

C'est la reconnaissance pour mes équipes d'un long travail qui nous a permis de remettre à plat notre façon de faire et de nous interroger sur la façon de mieux satisfaire nos clients.

Ce projet a aussi été l'occasion de formaliser nos missions, nos objectifs prioritaires et les moyens pour atteindre ces objectifs. Outre la mesure objective et permanente du fonctionnement et des résultats de nos processus, nous avons privilégié l'état d'esprit nécessaire pour bien servir nos clients externes : la communication et le partage ainsi qu'une attitude constructive et volontaire.

Aujourd'hui nous sommes entrés dans une démarche d'amélioration continue dont vous serez les premiers bénéficiaires. Car nous avons l'ambition d'être une entreprise reconnue par nos clients internes et choisie par nos clients externes.

Gilles Maindrault

Mais qui donc disait, il y a fort longtemps que «*ce qui se conçoit bien s'énonce clairement et les mots pour le dire arrivent aisément*» ?

Outré de ce qu'il a vu l'été dernier, lors de ses vacances, un autre lecteur, Y. G., de Yourles, a adressé la lettre suivante au directeur général de la Poste :

*Monsieur le Directeur Général,*

*Le chef de l'État vient de s'exprimer à Troyes sur la nécessité de « rompre avec la longue tradition de centralisation administrative » qui subsiste en France. Mais, dans le même discours (ce qui semble quelque peu en contradiction avec la déclaration précédente) il s'est montré déterminé à « respecter notre unité nationale » et à garantir « les mêmes droits et les mêmes devoirs pour tous » et une « solidarité nationale qui devra continuer de s'exercer entre les territoires à travers une péréquation financière entre collectivités ».*

*Cette dernière déclaration a le mérite de ne prêter à aucune ambiguïté. Or, je viens de faire une expérience qui m'a profondément choqué et qui corrobore la nécessité de lutter contre certaines déviances enregistrées ces derniers temps et qui font apparaître que certains citoyens, considérés sans doute comme appartenant à une France de très en bas, sont traités de façon plus inégale que les autres. En séjour à Prats de Mollo, commune des Pyrénées Orientales située en cul de sac au fin fond du Vallespir, j'ai constaté dès mon arrivée que les levées du courrier n'avaient lieu que 3 fois par semaine. Les habitants de Prats de Mollo, parce que résidant au fond d'une vallée isolée, la vallée du Tech, située très en bas (n'est-elle pas la vallée la plus méridionale de France) sont ainsi traités par l'administration de la Poste, comme des sous-citoyens.*

*Autre aspect : à la recherche d'un numéro de téléphone dans le Rhône, je me suis rendu à la Poste de Prats de Mollo. À mes questions on m'a donné trois réponses :*

*1° - Il n'y a plus de cabine téléphonique dans le bureau de poste ;*

*2° - Il n'y a plus d'annuaires des différents départements, contrairement à ce qui existait il y a encore peu de temps ;*

*3° - On a supprimé également le minitel qui était à la disposition du public.*

*J'ai alors demandé s'il était encore possible de se procurer des timbres à la Poste ! ...*

*Depuis, j'ai appris que les conventions entre la Poste et les Télécom. ont été supprimées. Cette décision a été prise, semble-t-il, sans que le public en soit informé et le service supprimé à la Poste n'a pas été remplacé par un service similaire aux Télécom. C'est une preuve supplémentaire de la dégradation des services publics en France, services publics qui ont contribué à la grandeur de notre pays pendant une longue période de notre histoire contemporaine.*

*Encore une remarque: les bureaux de poste viennent de recevoir un document intitulé "Guide du service après vente grand public", qui est la négation même de la politique de décentralisation prônée par le gouvernement.*

*Il apparaît qu'à la Poste, comme dans d'autres administrations, on évolue en plein chaos et on se demande à quels Énarques de la France d'en haut, nos services publics sont confiés.*

*Veillez accepter, Monsieur le Directeur Général, l'expression de mes sentiments distingués.*

Y.G.

Y. G. a adressé copie de cette lettre au Premier ministre, à des députés et sénateurs, aux conseillers régionaux concernés, etc. Peut-être recevra-t-il quelques réponses qui, nous l'espérons, seront rédigées en " français courant ".

#### FACE AU MARCHÉ, LE SERVICE PUBLIC

Face à l'hypocrisie que constitue la dégradation programmée de la qualité des services publics afin de faire accepter plus facilement leur privatisation, nous devons tous participer activement à leur défense. Le collectif *Face au marché, le service public* a décidé de lancer une pétition contre les privatisations des services publics, notamment d'EDF-GDF. Ce collectif est composé de mouvements citoyens, d'organisations syndicales, d'associations de consommateurs. Il vise à s'enraciner au niveau local en travaillant avec toutes celles et ceux qui sont attachés au développement des services publics. C'est pourquoi nous vous demandons de vous associer aux diverses initiatives prises par le collectif *Face au marché, le service public*, dont nous reproduisons l'appel page suivante et de nous faire savoir si vous êtes d'accord pour faire figurer votre nom et votre adresse sur la pétition qui y est jointe.

#### LA SOCIÉTÉ DOIT S'EXPRIMER

Comme l'indiquait l'appel de lancement du collectif, « le krach électrique en Californie, les hausses de prix et les mises de fonds publics nécessaires pour pallier l'incurie libérale, la faillite d'Enron, la situation des chemins de fer britanniques sont révélateurs des impasses du double mouvement de libéralisation et de privatisation des services publics. Plus près de nous les difficultés actuelles de France Télécom, le scandale des surfacturations imposées par tous les opérateurs de téléphonie portable en témoignent...

Partout ces politiques ont les mêmes conséquences : exclusion des populations non solvables, dégradation de la qualité du service, souffrance des salariés, précarisation et réduction de l'emploi. La logique du profit l'emporte sur la solidarité, et la démocratie recule. Car l'ouverture du capital, nouvelle étape dans la "normalisation" d'entreprises et d'institutions, représente bien ...

*d'avantage qu'une simple option économique : elle entend dis-  
créditer toute logique de solidarité et de partage - à la base du ser-  
vice public - et toute possibilité d'alternative au libéralisme ».*

C'est la conscience de cet état de fait qui explique que, sondage après sondage, nos concitoyens plébiscitent les services publics. Pourtant, le gouvernement s'acharne à poursuivre les politiques de privatisation et de déréglementation menées depuis une quinzaine d'années.

Face à ces orientations, les salariés des services publics se mobilisent : le 3 octobre, les électriciens et gaziers; le 17 octobre, les personnels de l'Éducation nationale; le 5 novembre, ceux d'Air France; le 26 novembre les cheminots, les salariés de La Poste et des Télécoms. À chacune de ces occasions, d'autres secteurs les ont rejoints pour

marquer leur solidarité et indiquer que l'avenir des services publics ne concerne pas seulement les salariés qui y travaillent.

Mais il faut maintenant aller plus loin. Il faut que la société puisse exprimer clairement son rejet des politiques de privatisation et de déréglementation. C'est l'objectif de cette pétition qui doit être signée massivement.

Il s'agit ainsi de créer dans l'opinion publique une lame de fond afin que le gouvernement revienne sur des décisions prises sans débat démocratique et sans aucune consultation de la population. Bref, il s'agit de favoriser l'expression des citoyens sur un sujet, les services publics, qui les concernent directement dans leur vie quotidienne.

## PÉTITION

# POUR LE DEVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS REFUSONS LES PRIVATISATIONS !

Les services publics permettent à toutes et à tous d'avoir accès à des biens essentiels sur la base d'un traitement égalitaire de tous les usagers. Or, depuis plus d'une dizaine d'années, les différents gouvernements de l'Union européenne, notamment le gouvernement français, ont mis en œuvre une politique de privatisation et de déréglementation des services publics. Ces orientations ont partout conduit à des échecs qui se sont traduits par une baisse de la qualité du service rendu, une augmentation des tarifs pour la grande masse de la population et à l'exclusion d'une partie de celle-ci, une réduction et une précarisation des emplois, un fiasco économique et social pour les entreprises privatisées comme le montre l'exemple récent de France Télécom.

Nous pensons que les services publics constituent un outil de l'action publique pour faire face aux enjeux économiques, sociaux, culturels et environnementaux auxquels est confronté notre pays. Nous pensons même qu'ils constituent une chance pour l'Europe.

C'est pourquoi nous nous opposons à tout nouveau projet, quelle qu'en soit la forme, de privatisation des entreprises publiques ou de déréglementation d'un service public, quel qu'il soit.

C'est pourquoi nous nous opposons à la privatisation d'EDF-GDF, fût-elle hypocritement appelée "ouverture du capital". Nous demandons que l'avenir de ces entreprises fasse l'objet d'un réel débat démocratique, pour que la décision appartienne à l'ensemble des citoyens.

NOM ..... PRÉNOM ..... PROFESSION ..... ADRESSE .....  
.....  
.....

## SUITE DE NOS RÉFLEXIONS SUR LA MONNAIE.

Après avoir rappelé (GR 1027) que pendant des millénaires la monnaie avait été une marchandise, ayant donc une certaine valeur propre, nous avons raconté la naissance du billet de banque, reçu d'une certaine quantité d'or toujours disponible pour le porteur du reçu. Puis que les banquiers se sont permis de signer plus de reçus qu'ils n'avaient d'or en dépôt, fabriquant donc de la fausse monnaie, tellement que le public risquait de perdre confiance. C'est ce qui amena un groupe de banquiers à faire pression sur le souverain pour faire attribuer à leur propre banque le droit exclusif de créer cette monnaie fiduciaire sans valeur propre : la Banque centrale est née pour entériner ce privilège et, depuis quelques décennies, ses billets ont cours légal et forcé. La troisième forme de monnaie est beaucoup moins évidente, bien qu'elle soit beaucoup plus utilisée : la monnaie scripturale (ou monnaie bancaire) n'est que jeux d'écritures dans la comptabilité des banques et autres établissements de crédit, privés et agréés. Cette monnaie peut être créée *ex nihilo* et circule comme si elle avait pour origine un dépôt réel. Depuis qu'elle n'a plus de référence, plus de valeur propre ni de gage matériel, la monnaie a donc perdu toute garantie réelle : bâtie sur la confiance de la banque (faillible) qui l'émet dans l'attente du paiement d'intérêts, elle n'est que le transfert d'une promesse.

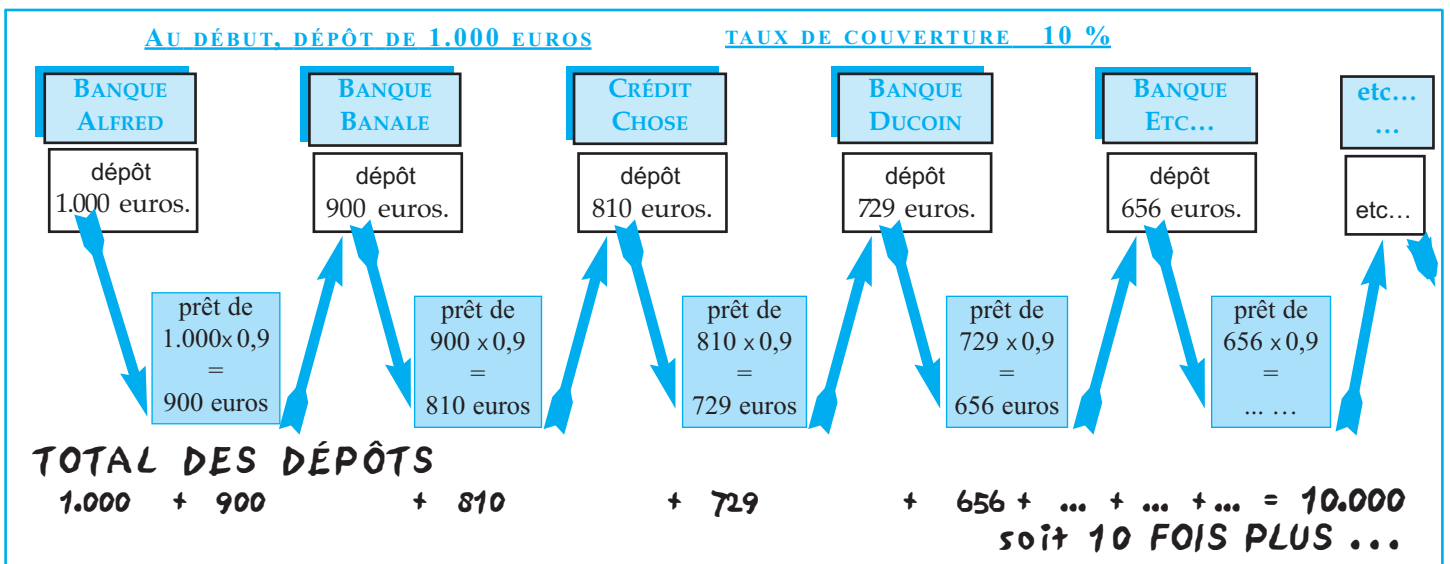
Nous avons insisté sur le fait que, contrairement à une idée fausse très répandue, les banques ne se contentent pas de prêter à certains de leurs clients ce que d'autres clients leur confient, elles ont le privilège ahurissant de prêter plusieurs fois la même somme, voici comment :

# L'effet multiplicateur de crédit

Imaginons que vous fassiez un dépôt de 1.000 euros en billets (crédit de premier niveau qui est émis sous contrôle de la Banque centrale) auprès de votre banque. Non seulement cette banque peut alors disposer de ces 1.000 euros, tout en sachant qu'elle vous les doit (c'est inscrit dans sa comptabilité), mais en plus, du fait de ce dépôt, elle est autorisée à ouvrir, pour un autre client, un crédit d'un montant légèrement inférieur, la différence étant ce qui correspond à la réserve qu'elle doit garder. Si par exemple cette réserve est fixée à 10 pour 100, (soit un "taux de couverture"  $c = 0,1$ ) votre dépôt de 1.000 euros permet à la banque d'ouvrir  $1.000 \times (1-0,1) = 900$  euros de crédit supplémentaire (ou crédit de second niveau). En dépensant son crédit, cet autre client tire un chèque qui va aboutir à une autre banque, et celle-ci pourra alors ouvrir elle aussi un crédit supplémentaire de 900 moins les 10 pour 100 de réserve, il y a donc possibilité de création de  $900 \times 0,9 = 810$  euros de crédit de troisième niveau et cette banque aura  $900 + 810 = 1.710$  euros sur son compte de dépôt. Au quatrième niveau de cette chaîne de crédits, une autre banque créera 729 euros, une cinquième 656 euros, etc. Il s'agit d'une série mathématique telle que la somme de tous ces crédits ouverts à partir des 1.000 euros est théoriquement  $1/0,1 = 10$  fois la somme de départ. Si l'obligation de réserve implique un autre taux de cou-

verture, par exemple  $c = 20 / 100$ , les banques peuvent multiplier par 5 (facteur multiplicateur  $1/0,2 = 5$ ) les crédits qu'elles créent. On comprend que ce système donne aux banques secondaires la possibilité de multiplier par le facteur  $k = 1/c$  le montant de la monnaie scripturale en circulation. Et c'est un pouvoir immense donné sur l'économie aux institutions de crédit. Car les crédits ainsi ouverts en prêtant plusieurs fois plus que le dépôt initial constituent une pseudo-monnaie, la "vraie" (si on peut dire, puisqu'elle est elle-même contre-partie d'une créance) étant la monnaie centrale. Mais dans les faits, et c'est là qu'est toute l'ambiguïté qui dissimule cet énorme pouvoir, pseudo-monnaie ou monnaie centrale alimentent les mêmes comptes à vue, qui permettent de tirer les mêmes chèques, elles se confondent donc à l'usage, de sorte que ces crédits créés, on peut dire *ex nihilo*, servent bel et bien de monnaie pour leurs clients quand ils tirent des chèques sur leurs comptes à vue, quelle que soit la façon dont ceux-ci ont été provisionnés. Donc tout va bien tant que les clients ont confiance dans ce système bancaire. Mais quand ils viennent tous en même temps retirer "du liquide" soit-disant équivalent à leurs avoirs, c'est l'effondrement du système et la ruine pour tous ses clients. Ceci vient de se produire (fin 2001) en Argentine, et s'était produit en 1998 en Russie, plus tôt en Thaïlande, et en Malaisie, et en

Indonésie. Où la prochaine fois ? Les banques privées ont non seulement le pouvoir de créer l'argent et de le ramener à elles, ce qui leur permet d'acheter ce qu'elles veulent, mais elles ont, du même coup, un droit sur le patrimoine de leurs débiteurs en cas de défaillance. Pour le comprendre, utilisons encore un exemple : vous possédez un terrain et vous avez besoin de 10.000 euros pour construire votre maison dessus; vous êtes obligé pour cela d'emprunter ces 10.000 euros à votre banque. Celle-ci, pour vous ouvrir ce crédit, ne les prend pas à un autre client. Elle inscrit dans sa comptabilité que vous lui devez 10.000 euros plus tant d'intérêts (ce qui, à terme, peut faire, disons, 18.000 euros), et elle prend une hypothèque sur vos biens. Si, à terme, vous lui payez les 18.000 euros, elle annulera votre dette de 10.000 euros, mais elle encaissera les 8.000 euros d'intérêts. Et si vous ne pouvez pas régler les 18.000 euros, elle est en droit de se payer sur la vente, à laquelle elle vous forcera, de votre terrain ou de votre maison. De sorte que la permission donnée aux banques de créer de la fausse monnaie, pardon, de la pseudo-monnaie, les rend gagnantes dans tous les cas, sauf si elles ont prêté à des clients insolubles. On comprend tous les efforts, enquêtes, publicités, démarches, souvent en connivence avec des agences immobilières et autres commerçants (qui sont preneurs dans les ventes à crédit organisées, ce qui est le cas par



exemple des concessionnaires d'automobiles) qui sont consacrés à la chasse aux clients à qui prêter pour en tirer le maximum, voire pour les... plumer. Mais la lutte contre le surendettement vise à discipliner les clients piégés, pas à réprimer les auteurs de ces pratiques. On comprend aussi pourquoi les sièges des banques sont des bâtiments somptueux... comparez le bureau dans lequel votre banquier vous reçoit pour conclure un crédit, avec le "local" dans lequel vous reçoit l'instituteur de vos enfants pour parler de leur avenir !!

Dans le même ordre d'idées, comment des entreprises comme France Télécom, Vivendi et combien d'autres encore, ont-elles pu acheter tant "d'actifs" au point que leurs entreprises se sont retrouvées endettées de plusieurs dizaines de milliards d'euros...? Qui peut, non pas gagner des millions, mais s'endetter de tant de milliards? Ces quelques exemples laissent entrevoir le rôle joué par le crédit sur l'ensemble de l'économie. Et cet aperçu donne le vertige. On découvre que les organisations bancaires, qui ne produisent rien de tangible, ont, en fait, grâce à cette pseudo-monnaie qu'elles créent de toute pièce (si on peut dire...) le contrôle des destinées des nations et de l'économie mondiale, elles peuvent contrôler les ressources monétaires mondiales, amener les gouvernements à quémander pour en avoir, elles peuvent même les manipuler, et donc faire et défaire des nations entières. Imaginez qu'une de ces banques repère un homme politique suffisamment vénal pour qu'il accepte de lui emprunter de l'argent afin de se constituer une formidable machine à détruire, qu'elle l'incite ensuite à piller tout un continent pour lui rembourser sa dette avant de s'effondrer... il sera temps alors qu'elle prête à ce continent l'argent pour se reconstruire et fasse en sorte que les contribuables lui paient les intérêts...

\*

Y a-t-il des garde-fous ?

On nous rassurait en expliquant que la Banque de France disposait de deux instruments pour mettre en œuvre sa **politique monétaire** d'encadrement du crédit : le **taux d'escompte** et les opérations d'**open market**. C'est en effet elle qui fixait son taux de réescompte quand elle prêtait aux ban-

ques commerciales. Si elle baissait ce taux, elle permettait aux autres banques de faire plus de prêts. Mais si elle augmentait ce taux, elle signifiait aux banques commerciales qu'elles devaient restreindre leurs ouvertures de crédit. Et si celles-ci n'obéissaient pas assez, à son avis, elle les y contraignait en ramassant des espèces grâce à la vente au public (open market) de bons d'État, ce qui avait pour effet d'enlever aux banques secondaires une partie de leurs réserves, donc de les obliger à refuser de nouveaux prêts.

La Banque de France disposait de ces moyens pour encourager ou freiner la création de la monnaie scripturale, mais non pas pour décider pour qui ou pour quoi cette monnaie est créée.

Et l'adoption de l'euro n'y a rien changé d'essentiel.

Il y a ainsi beaucoup plus d'argent qui est dû aux banques que celui qui est en circulation. De sorte que si tous ceux qui ont un crédit dans une banque, particuliers, industriels, commerçants ou État, décidaient de rembourser leurs dettes à leur banque, non seulement tout l'argent disponible serait nécessaire et il n'y en aurait donc plus du tout en circulation, mais, en plus, cela serait loin de suffire, il en manquerait beaucoup plus encore : la dette ne peut jamais être complètement remboursée. Or, comment rembourser quand on n'a pas l'argent nécessaire? — En empruntant à une banque, à qui il faudra payer des intérêts, etc. C'est un cercle vicieux, une spirale ouverte vers l'infini.

\*

L'abandon du gage de la monnaie émise par la Banque centrale ayant été suivi par tous les pays, on peut dire que le XXème siècle a été marqué, avec la fin de toute référence de la monnaie à la réalité, par un **bouleversement d'habitudes millénaires**. Or l'incertitude qui en découle est lourde de conséquences, pourtant pas toujours bien identifiées : tous les pays sont aujourd'hui endettés, la dette nationale des États-Unis, par exemple, dépasse les 5.000 milliards de dollars (soit 70% du produit intérieur brut de cette nation), celle des pays les moins avancés est moindre, mais tout de même de 2.000 milliards de dollars au total, celle de la France est de 80 milliards d'euros, etc. Vous êtes-vous posé la question de

savoir à qui est dû tout cet argent ? Vous avez maintenant la réponse : aux banques privées. Il est dû aux banques dites secondaires, lesquelles, on le sait, peuvent s'approprier le capital de leurs clients quand ceux-ci sont incapables de les rembourser... Il serait temps de prendre conscience que le pouvoir abandonné aux banques privées de prêter de l'argent qu'elles n'ont pas, leur permet de contrôler puis de s'approprier l'avoir des nations...

\*

Mais le capitalisme ayant développé beaucoup d'autres formes de transactions à partir de la monnaie scripturale, il faut distinguer les moyens de paiement courants de tout ce qui constitue d'autres moyens de disposer d'un capital financier, par exemple un livret d'épargne ou les actions d'une société cotée en Bourse. Ceci a amené à définir **les agrégats monétaires**, liés à la liquidité d'un moyen de paiement, c'est-à-dire sa disponibilité :

L'agrégat le plus "liquide", M1, est évidemment la monnaie dite circulante, qui regroupe les pièces, les billets et la monnaie scripturale des comptes à vue.

Le second, M2, est constitué de M1 auquel on ajoute tout le crédit à court terme : sommes inscrites sur livrets ou sur comptes à terme et disponibles en moins de deux ans.

Enfin pour former M3, on ajoute à M2 d'autres titres de créance et des titres du marché monétaire, qui sont de purs crédits.

Et ceci n'est rien comparé à l'**endettement intérieur total (EIT)**, qui regroupe tous les crédits, que ce soit sous forme de prêts bancaires ou d'émission de titres, qu'il s'agisse de crédits aux entreprises, aux administrations publiques ou aux particuliers. En France, alors que la seule monnaie circulante était évaluée à 358 milliards d'euros en 1999, cet EIT était estimé à 2.100 milliards d'euros, soit près de six fois plus que M1, ... plus d'une fois et demie le produit intérieur brut !

Les moyens de paiement qui servent aux transactions sur les marchés financiers sont donc d'un montant bien plus considérable que la seule monnaie circulante, qui est pourtant celle qui vient à l'esprit quand on parle de monnaie...

M-L D.



La suite de cet exposé portera sur l'évolution historique de la monnaie et en particulier sur celle de l'étalon-or.

Définition extraite du dictionnaire Larousse :

**ORAISON:** « Prière mentale sous forme de méditation, dans laquelle le cœur a plus de part que l'esprit. »

Le mois dernier (GR 1027, p.9), Roland Poquet a dressé la liste de ce que les opposants à l'économie capitaliste de marché reprochent à ce système. À ces litanies font suite ici des oraisons, à propos desquelles l'auteur demande aux chrétiens catholiques de le pardonner en ces termes : « Force m'est donnée, dans les propos qui vont suivre, d'attribuer un sens laïque à cette admirable définition et de célébrer, dans une même offrande et à parts égales, le cœur et l'esprit. »

## II. ORAISONS.

par Roland Poquet

Première oraison : MÉDITONS, MES FRÈRES

- Le capitalisme actionnarial - nouvel avatar de l'économie de marché - apporte, à ceux qui peuvent se procurer en abondance biens et services ou qui jouissent d'un relatif confort, une raison valable de vouloir le préserver.

*Requiem aeternam dona eis, Domine.* Seigneur, donnez-leur le repos éternel.

- L'économie capitaliste de marché est dominée, comme chacun sait, par les puissances financières qui soumettent à leurs diktats le politique, le social et le culturel. Les partisans d'un «réformisme radical» - admirable oxymore<sup>1</sup> - ceux-là pensent que l'on peut encore «arracher le pouvoir aux puissances financières et transformer ainsi la logique du système».

*Ostende eis, Domine, misericordiam tuam.* Montrez-leur, Seigneur, votre miséricorde.

- Le capitalisme défigure le marché, creuse les inégalités, entretient le chômage et la misère, accroît les conditions de l'insécurité, broie les corps et les âmes... bref, est à l'origine de mille maux dont nous n'avons extrait que la "substantifique moëlle" dans l'article précédent I. "Litanies". Cela nous suffit pour lui envisager une vraie sortie.

*Domine, libera nos a malo.* Seigneur, délivrez-nous du mal.

Deuxième oraison : LIBÉRALISME OU TOTALITARISME ?

- Le totalitarisme rassemble en un bloc unique tous les citoyens au service d'un État autoritaire ; à ce titre, les régimes fasciste, national-socialiste et soviétique étaient totalitaires. Précisons que ce totalitarisme est, avant tout, d'ordre politique et qu'il s'est exercé dans des pays aux structures économiques fortement contrastées.

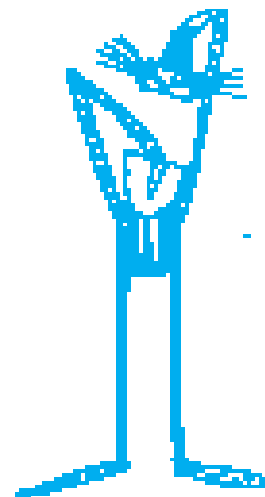
*Gott mit uns ! Dieu avec nous !* (Introuvable dans la liturgie chrétienne).

Le libéralisme est un nouveau totalitarisme car il rassemble les citoyens autour d'une pensée unique. Les témoignages abondent. «Le pouvoir d'un particulier expressément repérable - d'un tyran - devient très vite haïssable, et certainement beaucoup plus insupportable que les pressions exercées par une entité anonyme et non localisée, une opinion publique ou un marché»<sup>2</sup>. Le marché, un totalitarisme ? Non, mais ce qui l'étouffe, à savoir l'économie capitaliste et actionnariale de marché, oui. «En détruisant les valeurs, le capitalisme s'auto-détruit»<sup>3</sup>.

«Le principal ennemi de cette société n'est plus la menace du communisme mais bel et bien celle du capitalisme»<sup>4</sup>. «Le libéralisme, doctrine totalisante rêvant de tout mesurer à l'aune de l'échange, de la productivité, de l'efficacité et de l'argent, est bien prétentieux de croire son règne arrivé... Cette doctrine passera, comme tous les totalitarismes. Le libéralisme a trois siècles. C'est peu dans l'histoire de l'humanité. Il ne sera bientôt qu'un cauchemar»<sup>5</sup>. «Il faut oser rompre avec cette société qui meurt » (André Gorz).

*Domine, exaudi orationem meam.* Seigneur, exaucez ma prière.

- Certains pensent de bonne foi que les perspectives distributistes induisent le totalitarisme car elles ne laisseraient plus au marché sa totale liberté d'intervention. Sans doute sont-ils persuadés que le



1. figure de style qui allie deux mots de sens contraires.

2. Friedrich A. von Hayek, *La route de la servitude*, éd. P.U.F.

3. Jean Baudrillard, *France Inter* le 23.11.02.

4. George Soros, *La crise du capitalisme mondial*, éd. Plon.

5. Philippe Labarde et Bernard Maris, *Ah Dieu, que la guerre économique est jolie !*, éd. Albin Michel.



libéralisme préserve les libertés puisqu'il est "la liberté" par définition (racine latine liber=libre) - habile glissement sémantique !

*Et ne nos inducas in tentationem.* Et ne nous laissez pas succomber à la tentation.

Troisième oraison :

TOTALITARISME OU PERSPECTIVES DISTRIBUTISTES ?

- L'économie de marché est parvenue à nous faire admettre que l'argent est la richesse, alors qu'il en est le frein : il fait obstacle à son développement et à sa distribution. La richesse potentielle se traduit dans les équipements utilisés aux trois-quarts de leurs capacités, dans les déperditions d'énergies, les gaspillages, le volume des stocks, le malthusianisme agricole et industriel, dans le chômage, la non-culture généralisée des cerveaux... Le capitalisme serait le meilleur système pour favoriser l'initiative individuelle ? Faut-il

rappeler que, dans ce système, toute initiative est soumise à un strict visa bancaire de rentabilité et que l'innovation s'applique, en priorité, aux biens et aux services capables de dégager un profit et, très secondairement, aux facteurs du développement de la personne humaine ? Le système capitaliste : un système moins performant qu'on veut bien nous le laisser entendre.

*Ora pro nobis.* Priez pour nous.

- À l'opposé, les perspectives distributistes (rupture du lien entre revenu et durée du travail, abandon de la monnaie circulante, capitalisable et spéculative, au profit d'une monnaie spécifique non thésaurisable, non spéculative) nous permettent d'envisager la suppression de la misère et du chômage en accordant un revenu et un emploi à chacun et empêchent la finance internationale d'exercer ses méfaits (spéculation éhontée, blanchiment d'argent sale, fortunes scandaleuses, peuples assujettis...). Dans le domaine politique, les perspectives distributistes offrent aux instances démocratiques la possibilité de jouer pleinement leur rôle, en accordant aux trois étages de décision - État, Régions et Communautés d'agglomération - le plein exercice de leurs prérogatives selon le principe de subsidiarité et en donnant aux usagers les plus larges possibilités de participation aux affaires communes.

*Dissoluta terrestris hujus incolatus domo, aeterna in coelis habitatio comparatur, Domine.* Vous préparez dans les Cieux une demeure éternelle, Seigneur, après que la maison de leur séjour s'est écroulée.

- En supprimant les contraintes de la concurrence, de la rentabilité et du profit, les perspectives distributistes entraînent l'abandon des «modes de domination dans la tête et l'âme des individus»<sup>6</sup> et ouvrent à ces derniers le vaste champ, aujourd'hui bafoué, de l'accomplissement du corps et de l'esprit.

En plaçant l'homme au centre de l'économie, elles revalorisent des secteurs à forte implication humaine, jusqu'à présent négligés, parfois au bord de l'asphyxie : santé, recherche, éducation, expression artistique, justice...

En abolissant le pouvoir de domination ("pouvoir sur"), elles libèrent le pouvoir de création ("pouvoir de")<sup>7</sup>, conjuguant harmonieusement transformation personnelle et transformation sociale.

*Et in terra pax hominus bonae voluntatis.* Et paix sur la terre aux hommes de bonne volonté.

*Amen.* Ainsi soit-il.

## La fin du chômage ?

D'ici à 2010, si l'on en croit les prévisions du Commissariat général du Plan<sup>1</sup>, les employeurs du privé et du public devront pourvoir entre 6,8 et 8,4 millions de postes supplémentaires, selon les hypothèses de croissance retenues (2,4% ou 3%). Les difficultés de recrutement vont s'aggraver : les salariés vont devenir une espèce rare et, en conséquence, en position de force pour négocier avec leurs employeurs. Ce qui explique, sans doute, la volonté du Medef de reculer l'âge de départ en retraite, de façon à conserver un volant suffisant de main d'œuvre pour continuer à peser sur les salaires. Les experts du Plan prévoit qu'à cause du "choc démographique" de 2005-2006, le volume de la population active devrait diminuer et «risque de devenir problématique au regard des besoins en main-d'œuvre du système productif». (Au passage, admirez le style !). C'est tout de même extraordinaire : pas plus au Commissariat au Plan qu'à l'OCDE, on ne parle d'augmentation de la productivité ; c'est pourtant une donnée fondamentale pour évaluer les capacités du système productif.

Mais, non ! Apparemment, ils n'ont jamais entendu parler de progrès technique.

6. Philippe Merlant, *Transversales Science Culture*, 1er trimestre 2002

7. Nous empruntons ces deux formules à Patrick Viveret, ancien rédacteur en chef de *Transversales Science Culture*.

1. *Le Monde*, 07/12/2002.

# Une planète inhabitable ?

Peu nombreux sont ceux qui contestent le libéralisme économique au regard de son efficacité en tant que producteur de richesses. Le "laisser-faire, laisser-passé", la libre concurrence, exaltent, mieux que tous les slogans mobilisateurs, l'esprit d'initiative, l'énergie combative, le sens de l'effort et de l'adaptation, de la responsabilité dans la recherche et la gestion du risque.

Confrontée en permanence aux préoccupations de rentabilité, d'anticipation permanente sur de nouveaux débouchés, l'entreprise moderne doit s'adapter ou disparaître. Son moteur fondamental est le profit, car sans bénéfices elle ne peut survivre. Son objectif ultime vise à produire et à vendre des biens ou des services en quantité et en qualité croissantes, clef de voûte théorique du bien-être d'un maximum de consommateurs.

## HEURS ET MALHEURS DE L'UTOPIE SOCIALISTE

Mais il en est des courants de pensée comme des idéologies lorsqu'elles se muent en dogmes infaillibles, ils suscitent les conditions de leur propre sclérose. Né au XVII<sup>ème</sup> siècle avec le développement de l'industrialisation, de l'éclatement des corporations et des échanges commerciaux, le libéralisme économique, déjà miné par ses contradictions et aussi ses excès, engendre la formation d'un prolétariat, voire d'un lumpenproletariat. Avec les premières manifestations du syndicalisme naît un mouvement de contestation socialiste, d'abord utopique, puis à prétention "scientifique".

Un philosophe allemand nommé Karl Marx stigmatise le capitalisme, prévoit le soulèvement du prolétariat, puis sa prise de pouvoir, selon les critères hégéliens d'un déterminisme historique jugé inéluctable. Selon ses thèses, le socialisme prolétarien devait triompher dans les pays les plus industrialisés d'Europe: Angleterre, Allemagne, France... Or cette révolution annoncée a pris une tournure inattendue : elle a émergé là où on l'attendait le moins, au cœur de l'empire tsariste, puis de la république de Tchang Kai-Chek. L'initiative en vint du monde paysan, et non, ou accessoirement, des milieux ouvriers.

Le processus visait à l'abolition de la propriété privée, à l'appropriation par les travailleurs, regroupés en assemblées, des principaux moyens de production et d'échange. Et Marx annonçait, à l'issue d'une courte période de "dictature du prolétariat", dénommée plus pudiquement, par la suite, le "centralisme démocratique", un dépérissement de l'État.

Lénine préconisait, en substance, comme priorités : l'électrification plus les Soviets. Dans

l'ex-URSS, l'électrification forcenée a trouvé son épilogue dans Tchernobyl, et le pouvoir des Soviets, ces assemblées de travailleurs, fut rapidement accaparé par une nomenklatura bureaucratique, avide de pouvoirs, de privilèges et d'honneurs. Quant aux opposants, aux menchévistes et autres trotskistes, aux anciennes classes dominantes, ils n'eurent d'autre choix qu'entre se soumettre ou

rejoindre le goulag, qui fit plus de cinquante millions de victimes dans l'URSS de Staline - hors victimes de guerre - et à peu près autant dans la Chine de la Révolution culturelle.

La nécessité de construire, à l'origine, le socialisme dans un seul pays engendra la plus implacable dictature totalitariste. À défaut de débat démocratique, les antagonismes étaient résolus, de procès bidon en règlements de comptes sanglants, par des purges. Elle s'est traduite en outre par une prépondérance des forces militaires et de sécurité et un surarmement ruineux. Quant à l'internationalisme prolétarien, il a sombré dès longtemps dans les zizanies internes au sein du mouvement lui-même, puis entre puissances socialistes.

S'est avéré patent l'échec de la diffusion de ce socialisme-là, non seulement vers les autres pays d'Europe (manifestement imposé à l'Est de la ligne tracée à l'issue de la Seconde Guerre mondiale par les Accords de Yalta) mais aussi à tous les continents.

Ce sont donc ces contradictions internes, autant que les coups de boutoir portés par les puissances "capitalistes", qui ont précipité la chute de la maison socialiste. L'ambition clairement affichée de susciter par des réformes de structures drastiques l'émergence d'un homme nouveau, notamment par l'effacement de toute référence au passé et l'abolition des religions considérées comme l'opium du peuple, a fait fiasco et s'est diluée dans le goulag. Et le déterminisme historique a basculé dans le camp des adeptes de l'économie de marché.

\*

Cette dernière s'est introduite insidieusement dans les ultimes enceintes des bastions socialistes. "L'économie sociale de marché", selon l'appellation lancée dans les années 50 par le Chancelier allemand L. Erhardt et qui fait florès aujourd'hui dans la plupart des pays socialistes, ne survit qu'en s'ouvrant sur les marchés. Aujourd'hui, le socialisme, au sens large du terme, a acquis une connotation négative. Et a fortiori son aboutissement logique: le communisme. Mis à part quelques îlots irréductibles, qui résistent comme ils peuvent et persistent à critiquer le capitalisme. Une variante de socia-

lisme qui se nomme à présent social-démocratie, et qui a de plus en plus de mal à se démarquer d'une autre appellation à la mode, celle de "libéralisme social", rassemble désormais des partis politiques à vocation parlementariste et plus sociale. Mais cette praxis démocratique trouve ses limites dans les pesanteurs d'une "économie de marché" qui, se constituant en pouvoir autonome, aspire à régenter la planète entière.

#### UNIVERS VIRTUELS

##### ET MANIPULATION DES ESPRITS

Notre monde a bien changé depuis Marx. Il se rapproche bien plutôt des anticipations d'un Jules Verne. La modernisation accélérée des liaisons électroniques et par satellite facilite la transmission en temps réel des informations d'un bout à l'autre de la planète. L'argent se déplace à la vitesse de la lumière, grâce à la vertigineuse révolutionnaire. L'avenir appartient aux maîtres du cybermonde, avec leurs réseaux financiers, informatiques, de télévision, de télécommunications, et autres internautes qui manipulent à la fois l'argent et la high-tech.

Alvin Toffler, futurologue bien connu, constate dans son ouvrage "Guerres et contre-guerres: survivre à l'aube du XXI<sup>ème</sup> siècle", que «*les gouvernements les plus puissants ne sont plus capables de contrôler leurs taux de change dans un monde inondé par un raz-de-marée de monnaie électronique*». Quelque 300.000 acteurs apatrides décident où doivent aller argent et investissements. Les grandes orientations se négocient à Davos et non plus dans les cabinets feutrés des gouvernements. L'argent s'informatise et l'information se monétarise. On s'achemine, dans la réalité, vers une situation chaotique où les anciennes sécurités ne sont pas remplacées par des nouvelles, où les démocraties apparaissent comme de simples artifices de ces cérémonies, à l'ère du logiciel.

Les vieilles barrières s'effondrent, d'autres les remplacent. Une classe cosmopolite associée à une élite globale de grands patrons du business, crée de puissants réseaux au-delà de toute notion de frontière politique. En une heure, ils peuvent rassembler, à partir de leurs claviers d'ordinateurs, des sommes colossales.

Mais aussi bien l'internationale médiatico-financière apatride que les manipulateurs de la haute technologie, n'ont aucune vision ni stratégie globales. Ils s'agitent dans le bocal d'un univers virtuel semblable à celui que l'on peut observer sur Internet, auberge espagnole sans garde-fous éthiques de toutes les manipulations. Ils ne maîtrisent même pas leur propre destin. Ce sont des investisseurs professionnels et des spéculateurs à court terme, rien de plus ! Que nous réserve l'avenir dans une société de casino où tout repose sur les ordinateurs, y compris la création artistique et télévisuelle, où

tout ce qui touche à la gestion des hommes est informatisable et informatisé ? Des entreprises sont désormais capables de réunir des données multiples sur les utilisateurs. Elles disposent ainsi d'informations très complètes mises à la disposition des publicitaires. On n'est jamais allé aussi loin dans la manipulation des esprits. On peut dire que tout ce qui est diffusé sur Internet est exploitable par de "grandes oreilles" qui ne trouvent leurs limites que dans la quantité des informations exploitables.

Mais les systèmes de réseaux sont très vulnérables. Quelques dizaines d'individus décidés peuvent déclencher à tout moment un Pearl Harbor électronique. Le piratage informatique, l'introduction de virus de plus en plus destructeurs et le terrorisme multimédias n'en sont qu'à leurs premiers balbutiements. Gare aux lendemains qui déchantent ! La mémoire de nos logiciels est fragile, éminemment destructible, limitée dans le temps. Gare au cyberterrorisme !

#### DES PERSPECTIVES PARTICULIÈREMENT

##### DRAMATIQUES

L'avenir même de notre survie sur cette planète est en jeu. On se souvient de la terrible tempête qui ravagea l'Europe en décembre 1999. Depuis lors, les catastrophes climatiques - inondations, sécheresses, etc - s'accroissent.

On ne peut sous-estimer les dégâts causés à l'environnement par une exploitation forcenée et incontrôlée des ressources naturelles. La déforestation massive des collines et montagnes au-dessus des plaines irriguées provoque un volume croissant de ruissellements, limite les infiltrations d'eau dans le sol et réduit le niveau des nappes phréatiques. Le résultat en est une érosion des sols, une perte d'éléments nutritifs, la salification, la pollution, l'épuisement des ressources en eau.

Des études sérieuses<sup>1</sup> ont montré que plus de deux milliards d'hectares de terres, dont 1,5 milliard dans les pays en développement, ont été dégradés par des interventions humaines. Entre 10 et 17 millions d'hectares sont rayés de la carte du monde chaque année. L'érosion et la surexploitation des sols transforment en déserts 3,97 milliards d'hectares, répartis dans une centaine de pays où vivent 80 millions d'habitants. Selon les Nations Unies, les zones rongées par le désert s'accroissent de 6 millions d'hectares par an, ce qui représente une perte annuelle de 26 millions de dollars : 90 milliards de dollars seraient nécessaires pour élaborer et concrétiser un plan d'urgence de réhabilitation de ces sols.

Il convient d'y ajouter les excès du modèle productiviste agricole, avec la pollution des sols et des nappes phréatiques par les engrais chimiques et les pesticides.

L'accroissement anarchique des activités

1. Pour plus de détails sur le sujet, on relira l'étude de J.-C. Pichot *L'effet de serre, un défi*  
I. GR 1007  
II. GR 1008  
III. GR 1009  
IV. GR 1010  
et celle de J. Hamon *Stabiliser le climat*  
GR 1020.

humaines engendre une forte augmentation de certains gaz. Principaux responsables : la déforestation, les transports routiers, les rejets industriels.

La civilisation industrielle ne sait plus comment se débarrasser de ses quelque 2 milliards de tonnes de déchets industriels, de ses 360 millions de tonnes de débris dangereux, sans compter les quelque 7.500 tonnes de produits d'origine nucléaire... et les millions d'objets qui polluent très dangereusement notre stratosphère ! Les mégapoles de la planète sont cernées de murailles de décharges en tous genres, déchets ménagers ou autres dont l'accumulation accroît la pollution de l'air, l'empoisonnement du sol et les nappes d'eau souterraines. Un organisme privé de défense de l'environnement, le *World Watch Institute*, déplorait dans son *État du monde 1997* le peu de progrès réalisés pour la protection de l'environnement, depuis le Sommet mondial de Rio de Janeiro, en juin 1992.

«Depuis Rio, précise ce document, le genre humain a augmenté de 450 millions d'individus, de vastes surfaces de forêts ont été rasées, les émissions annuelles d'acide carbonique ont battu des records, altérant la composition de l'atmosphère». Le rapport critique le manque de volonté des gouvernements, tout en constatant que les budgets destinés aux programmes de l'ONU pour le développement et pour l'environnement ont été entre temps "écorés".

Le Sommet de Rio recommandait aux pays industrialisés de ramener pour l'an 2000 les émissions de gaz carbonique et autres gaz toxiques à leur niveau de 1990, afin de réduire l'effet de serre. Le protocole de Kyoto (Japon, 1997) a tenté de codifier ces directives *a minima*. Force est de constater que de puissants lobbies industriels font campagne contre un renforcement des mesures de sauvegarde écologique. Et la première superpuissance mondiale s'y oppose ! Et pourtant, les experts les plus sérieux ont constaté depuis une quinzaine d'an-

nées les conséquences de l'augmentation continue de gaz carbonique dans l'atmosphère, sur la géographie du climat et le système des saisons.

Mais on continue à ne rien faire concrètement, par delà les (bonnes) résolutions, telles celles qui furent prises une fois de plus au tout récent sommet de la Terre de Johannesburg (Afrique du Sud). En dépit des perspectives hyper-dramatiques pour la survie de l'humanité d'un réchauffement de la planète et d'une dégradation accentuée de la biosphère... Et si, en moins d'une décennie, notre bonne vieille planète devenait inhabitable ?

Que conclure ? Que les grandes formations politiques s'avèrent incapables de formuler un grand projet méta-politique qui offrirait aux citoyens des raisons d'espérer, de militer. Que le cyberterrorisme qui peut réduire à néant nos modes opératoires actuels n'a fait l'objet à ce jour d'aucune étude sérieuse. Et que ceux qu'il est convenu d'appeler les écologistes sont plus préoccupés de zizanies politiciennes que d'un combat concerté pour la survie de l'humanité.



#### SOUSCRIPTION PERMANENTE

### POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

J. Allemand 8,53 – R. Jacobs 28,53 – R. Labesse 50 – P. Le Nin 8,53 – J. Mercier 3,53 – A. Nahoum 78,53 – P. Orliange 8,53 – R. Quicroit 8,53 – A. Richard 13,53 – H. Richon 17,15 – Mlle Morilhat 8,53 – G. Chauvaux 8,53 – S. Faure 16,53 – M. Fournier 55,53 – Y. Gourbeault 11,80 – D. Touileb 8,53 – J. Touraine 8,53 – J. Valat 50,53 – Mme Berger 8,53 – Mme Beuret 3,53 – D. Erlich 11,80 – Mme Gayou 3,53 – B. Ballet 13,53.

Total 434,82 euros.

**Merci à tous !**

Cette souscription nous permet de modérer le prix du journal et aussi d'en faire le service gratuit à ceux que sa lecture intéresse mais qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement. Il leur suffit pour cela de se signaler au journal en indiquant leur adresse (sachant que nous ne communiquons aucune adresse de lecteur à quiconque).

Pour être crédibles, soyons précis : dans la GR 1026, p. 8, à la fin de l'article de R. Lallier, on lit: «Ceux qui n'ont ni capital, ni patrimoine, mais qui participent à la production...» Cette restriction ("mais qui participent à la production") peut semer l'équivoque. Heureusement qu'elle est rattrapée en fin d'article (par «car n'oublions pas que cette production résulte en grande partie de l'héritage... qui est du domaine collectif et dont tous doivent bénéficier»). En effet, la notion de production est aussi imprécise que celle de richesse et c'est comme cela qu'on trompe le monde ! Il s'agit autant de biens concrets que de services et de valeurs impondérables, essentiels au progrès de la civilisation... Alors que seuls les biens "marchandisés" sont pris en compte aujourd'hui !

Plus haut, dans ce même article, il est question des énormes gains de productivité, dus à l'invention de machines, et qui vont dans les poches de ceux qui ne sont pas décidés à nourrir ceux qui, de ce fait, ont perdu leur emploi. La question posée est : pourquoi ces gains sont-ils si peu distribués ? La réponse donnée dans l'article peut être complétée : cela semble provenir de l'inflation des crédits bancaires et qui sont à la base de scandales aberrants. Les débouchés commerciaux devenant difficiles, ces crédits trouvent un exutoire plus rentable à court terme dans les jeux boursiers. Ceci a été préparé par les dérèglementations des années 1980 qui ont permis aux initiés de s'enrichir sans produire. Et aussi qu'au lieu d'irriguer la masse

consommatrice, la création monétaire s'est trouvée stérilisée au profit d'une minorité avertie, avec la bienveillance de la gent politique votant les lois nécessaires.

À propos de l'article intitulé "désintoxication", il faut souligner que ce sont les salariés qui fournissent les retraites, et non pas le PIB, mesure de la "richesse". Il y a un fait que personne ne semble savoir sur le financement équilibré de notre actuelle "répartition": c'est qu'en 50 ans, les salariés cotisants sont passés de 55 % à 91 % de la population active et qu'il n'y a plus de "réserve" pour l'avenir.

Le secteur marchand se plaint que la ponction est trop forte, donc il délocalise et il concentre. Ce qui réduit encore plus l'assiette des cotisations et devrait inciter les experts à financer autrement les retraites, ce qui pourrait se faire par un complément indexé sur le PIB... Mais restons dans le réel : la part des salaires n'est que 52% du PIB, il faudrait chercher où passent les 48 %, soit 700 milliards d'euros évadés. Où ? —N'est-ce pas dans les hyperfortunes et revenus impudiques ?

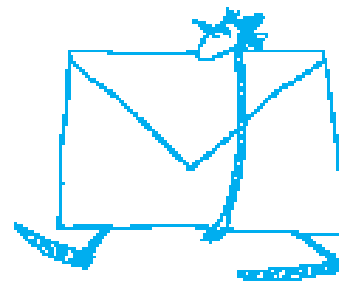
M.L., Reims.

\*\*

La France d'en haut m'exaspère mais celle d'en bas, assez rare dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, me fait mal augurer de l'avenir immédiat.

B.V., Paris.

\*\*



Bon courage à toute l'équipe. Je n'ose pas dire bonne année et pourtant... il faut bien extraire de la vie, en toute circonstance, le nectar, car il en reste encore : Parfois j'ai la sensation que la masse de ceux qui prennent conscience que cela ne peut plus durer augmente... c'est mon espoir.

J.B., St Cyr l'Ecole.

\*\*

Pour ma part, je crois profondément à la valeur de la laïcité républicaine (française). La "nouvelle laïcité", la laïcité "plurielle" ou élastique... permet toutes les dérives qui s'acheminent vers des affrontements. Il faut laisser les croyances à l'intérieur de leurs églises respectives puisqu'elles ne peuvent plus participer à l'Universel car, même les trois églises monothéistes se tapent dessus: Irlande - Israël/Palestine. La répartition des biens du monde ne peut être tributaire de "Traditions" ou "d'Habitudes", puisqu'elle est à inventer. La tolérance n'a pas à obéir aux intolérances.

O.G., Paris.

\*\*

## La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE  
VERS LA DÉMOCRATIE EN ÉCONOMIE

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : Anne-Laure WITSCHGER, LASSERPE.

Impression : ARTIS - Diffusion : NMPP

Commission paritaire N°57434 - ISSN : 0398-2076



Adresse postale BP 108 78115 Le Vésinet Cédex  
Téléphone seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures 01 30 71 58 04

Fax : 01 30 71 93 89

Adresse électronique : [grande.releve@wanadoo.fr](mailto:grande.releve@wanadoo.fr)  
Site internet : <http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/>

- rentables sont étouffées. On a peur que de nouvelles techniques suppriment des emplois pénibles, mais on crée des emplois inutiles, voire nuisibles, dans la publicité par exemple, parce qu'ils aident à forcer la vente en abrutissant les clients. Le développement d'un pays est décidé pour le profit de gros investisseurs internationaux, au mépris du développement des peuples. Partout la spéculation monétaire est devenue plus rentable que la production. Tous ces préjudices, ces crimes et ces absurdités doivent remettre en question les fondements du système économique qui domine nos relations sociales. Mais il faut pour cela surmonter la croyance, volontairement répandue, que le capitalisme, devenu universel, résulte de lois économiques aussi éternelles que celles de la nature, et que l'économie et la finance sont des "chasses gardées", des sciences si compliquées qu'il est impossible au grand public de les comprendre et de les remettre en cause.

En fait, le système actuel est parti d'un *postulat faux*, celui selon lequel l'intérêt égoïste de chacun mène naturellement, comme par miracle, à l'intérêt général.

Il faut lui substituer le principe selon lequel nous sommes *tous cohérents* d'un patri-moine qu'il s'agit d'améliorer autant que possible et de transmettre aux générations futures après en avoir partagé équitablement l'usufruit.

Au système capitaliste il faut par conséquent substituer l'**économie distributive**, organisée pour que chacun ait la possibilité de choisir son activié et défendre son intérêt, au sein d'un débat où *tous* les points de vue, et non plus seulement celui de la rentabilité financière, pourront enfin être pris en considération.

## Qu'est ce que l'économie distributive ?

**E**n économie distributive, ou économie des besoins, tout citoyen a un droit et un devoir. Son droit, c'est l'assurance de recevoir sa part de l'usufruit du patrimoine commun; il se matérialise par la garantie d'un pouvoir d'achat suffisant pour vivre décemment. Son devoir, c'est de participer à la vie de la société à laquelle il appartient, dans la mesure de ses moyens et selon les besoins de cette société. Il doit donc consacrer une partie de son temps à des activités qu'il choisit selon ses aspirations, dans la mesure de ses aptitudes et en fonction des besoins des autres. Ceci implique de changer :

- **Les revenus :**  
Le compte de chacun est régulièrement crédité de son *revenu social*, qu'aucun impôt ni taxe ne vient ensuite modifier. Le montant de ce revenu de base est le même pour tous au même âge. Toutefois un revenu supplémentaire, personnalisé, peut être envisagé dans le cadre du *contrat civique*.
- **La monnaie :**  
La monnaie distributive perd sa valeur dès qu'elle a servi, comme un billet de transport. Monnaie de consommation, gagée sur la valeur des richesses produites, elle n'a pour but que de distribuer équitablement la production, tout en laissant à chacun la liberté de choisir ses achats. Le paiement d'un bien ou d'un service donne lieu à un débit du compte de l'acheteur et sert à fournir le distributeur dont il a la responsabilité. La technique électronique est prête pour cet usage.

- **Le travail :**  
Le travail nécessaire à la production, de même que toute activité utile aux autres, entre dans le cadre du contrat civique qui définit la participation de tout individu majeur à la vie de la société dont il fait partie, et qui lui verse son revenu.

## et le contrat civique ?

**A**n cours de son existence, la participation d'un citoyen à la vie de la société doit en effet pouvoir prendre les formes les plus diverses et les plus variées. Chacun doit pouvoir alterner ou mener de front des activités de formation, de production, de gestion, de participation aux décisions politiques etc., avec des années sabbatiques, pour voyager, se recycler, ou s'occuper à sa guise.

Les contrats, qui sont proposés pour une période donnée, leur acceptation, leur renouvellement et leur modification, sont l'objet des débats de conseils dans lesquels les usagers sont au moins aussi bien représentés que les spécialistes (de la profession concernée, de la santé, de la gestion, de l'environnement, etc.) de façon à ce que tous les aspects d'un contrat puissent être pris en considération.

Sieges de la politique économique et de la création monétaire, ces conseils fonctionnent selon le principe de subsidiarité. Ils ont soin de veiller à ce que toute proposition de contrat soit largement publiée à l'avance, de même que les offres de contrats, et enfin que des aides soient mises à la disposition du public pour les préparer ou pour les présenter. En proposant sa contribution, chacun définit aussi les investissements dont il a besoin et, éventuellement, il estime et justifie le supplément de revenu personnel qu'il en attend. Il importe que des clauses aient été prévues par ces contrats pour éviter qu'en cas d'échec, des investissements se transforment en friches.

Évidemment, pour la majorité des gens en activité, le contrat civique peut consister simplement à exprimer leur souhait de continuer, en demandant éventuellement une amélioration. Et des contrats peuvent venir d'un groupe de personnes offrant de s'associer dans une entreprise qu'il leur appartient de définir en commun.

## - la démocratie en économie !

**I**l devient ainsi possible de gérer démocratiquement l'économie, c'est-à-dire de la mettre non plus au service de l'argent, mais à celui de la population, producteurs aussi bien que consommateurs, et aussi d'établir une véritable prospective<sup>1</sup>.

- Les contrats civiques, publiquement discutés et décidés, permettent en effet :
- l'évaluation de la production à réaliser en tenant compte des besoins<sup>2</sup>, des moyens nécessaires, disponibles ou à investir, et des relations d'échange avec l'extérieur;
- l'évaluation des tâches correspondant à cette production, tenant compte des meilleures méthodes connues, des contraintes (d'environnement par exemple) et des recherches à faire ; ceci pourrait amener, en cas de nécessité, à définir la durée d'un service minimum à effectuer dans la production;
- l'évaluation des coûts, celui de la production (dont les prix sont fixés par contrat) et celui des investissements nécessaires à cette production et aux services publics. Le montant total des revenus à distribuer à l'ensemble de la population est par principe égal à celui de la production mise en vente.

C'est au débat politique de fixer le rapport entre le montant total du revenu social indifférencié et celui des revenus personnalisés destinés, si nécessaire, à encourager ou stimuler l'innovation.

<sup>1</sup> c'est-à-dire d'avoir les informations objectives nécessaires pour choisir vers quel avenir s'orienter l'économie générale.  
Ce qui est loin d'être possible actuellement !

<sup>2</sup> Ne pas oublier que la vente n'étant plus faite pour le profit, elle est libérée de la pression publicitaire. C'est ce qui permet aux détaillants d'évaluer les besoins d'après la façon dont les revenus sont dépensés.

# Avez-vous déjà pensé à ceci ?

L'humanité est confrontée non pas à une crise, mais à une véritable mutation, plus profonde et bien plus rapide que toutes celles qu'elle a déjà connues, celle du néolithique par exemple. Le développement des techniques de production est tel que de puissantes machines, automatisées, informatisées, peuvent *remplacer* désormais le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituer non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à certains de ses sens et même aux activités logiques de son cerveau. Fruit des efforts accumulés génération après génération, ce bouleversement des moyens de production est irréversible. Or le système économique en vigueur le transforme en catastrophes. Comment organiser la nouvelle civilisation pour mettre cet héritage au service de tous, pour que cette multitude d'esclaves mécaniques et programmés permette enfin à chacun et chacune d'entre nous de devenir un(e) véritable citoyen(ne), libre et responsable ? Bref comment transformer ces progrès scientifiques en progrès social ?

Le nombre d'heures de travail annuel d'un ouvrier est passé de 5.000 en 1.850 à environ 1.600 actuellement. En dépit de la croissance démographique, cette diminution du temps de travail s'est accompagnée d'un formidable accroissement de la production, qui, au plan mondial et par habitant a été multipliée par 2,5 entre 1960 et 1990.

Rien qu'en France, le nombre total d'heures travaillées est passé de 40 milliards en 1973 à 35 milliards en 1990 et la PIB au cours des dix dernières années s'est accrue de 1.350 milliards de francs, soit en moyenne de 200 francs par personne et par mois.

## Conséquences dans le système actuel

Le système économique actuel, issu des conceptions des économistes classiques, est organisé autour de trois principes dont les conséquences n'ont fait qu'empirer au cours des quelque 200 ans pendant lesquels ils ont sévi. Ce sont :

- **1 la rareté, qui fait la valeur commerciale des produits mis sur les marchés.** Ainsi on abandonne des cultures vivrières, mais on produit et on vend très cher des drogues et des armes de tout genre, qui mettent en danger toute vie sur la planète. Des populations entières sont décimées, mais quelques riches amateurs ont les moyens de mettre des dizaines de millions d'euros pour acheter, par exemple, un seul tableau.

- **2 le salariat, qui est la seule façon honnête d'avoir accès aux moyens d'existence, pour les gens qui trouvent à se vendre sur le marché de l'emploi.** Ainsi, lorsque des appareils perfectionnés produisent sans labeur humain, les salariés "dégradés" ne peuvent plus acquérir une part de cette production. Leur exclusion ruine du même coup ceux qui perdent leur clientèle. Des gouvernements tentent de surmonter cette "crise économique" par redistribution, mais cela développe chez ceux qui payent impôts et taxes, le sentiment d'être volés des fruits de leur travail, et chez ceux qui en bénéficient, le découragement et l'humiliation de se sentir assistés. Et, dans un monde de plus en plus riche, se développent la révolte, la délinquance et la violence.

- **3 la toute-puissance dont bénéficient les banques à qui les États ont abandonné le pouvoir d'émettre la monnaie légale, sous forme de crédits.** Ainsi, les investissements ne sont décidés qu'en considération d'un seul critère, la rentabilité financière et les crédits ne sont accessibles qu'aux entreprises qui pourront les rembourser, et avec intérêt. La croissance et la vitesse deviennent obligation, même si c'est au prix d'actes préjudiciables à la société, à la santé, à l'environnement. Les ressources naturelles sont gaspillées si cela est source de profit financier, tandis que des innovations qui ne seraient pas

Les 358 personnes les plus riches du monde possèdent autant que les 2,3 milliards les plus pauvres.

• • • suite au dos

## DOCTEURS DISPONIBLES :

- **KOU, L'AHURI OU LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE.** Un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge par C. Delmotte en 1996. Dans un style caustique, il dénonce (déjà !) le conservatisme des économistes classiques (prix 9,90€).
- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000,** écrit par Marie-Louise DUBOIN sous la forme d'un roman pour montrer ce qu'apporte l'économie distributive et en expliquer les mécanismes. Publié aux éditions Syros, puis réédité au Canada par *Voici la clef* (prix 16,70€).
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN,** pour lancer une discussion, le texte d'une conférence d'André PRIME. (3,80€)
- Un ancien numéro spécial donnait un résumé un peu moins bref de nos thèses : **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS** (janvier 1992);
- D'autres numéros spéciaux contiennent des dossiers toujours actuels (Trois sont épuisés : • LA TROISIÈME VOIE, • LA FIN DE QUEL TRAVAIL ? • L'INTOX SUR LES FONDOS DE PENSION, mais on peut en faire des photocopies sur commande, à titre plus onéreux), il reste : • **MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?** (N°972, décembre 1997, 2,20€).
- Une bande dessinée par Jacques VIGNES-ELIE : **ET SI ON CHANGEAIT ?** (3,80€).

Site internet : <http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/>

Téléphone *seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures*, : 01 30 71 58 04

Fax : 01 30 71 93 89

Courriel : [grande.releve@wanadoo.fr](mailto:grande.releve@wanadoo.fr)

## La Grande Relève

### MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONO-

#### TARIFS D'ABONNEMENT

#### RÈGLEMENTS :

France (régime intérieur pour la Poste) . . . . .	21,47 €.
ou abonnement de soutien (deux exemplaires) . . . . .	38,20 €.
DOM . . . . .	23,45 €.
TOM . . . . .	26,20 €.
Extérieur, suivant les zones de la Poste (et au 1/01/2003):	
Zone 1 (Belg, All, It, P-B, Luxbg) . . . . .	26,86 €.
Zone 2 (Espagne, G-B, Suisse) . . . . .	26,20 €.
Zone 3 (Canada, États-Unis) . . . . .	27,12 €.
Zone 5 (Amérique du Sud) . . . . .	28,97 €.

à l'ordre de **La Grande Relève**

par CCP :

N° 13 402 39 M Paris

ou par mandat international, IBAN =

FR 46 30041 00001 13 402 39 M 020 88

ou par chèque bancaire adressé :

BP 108

78115 LE VÉSINET Cédex.

France